

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS Trimestriel n°12 - Octobre 2020

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345



SOMMAIRE

- P.3 ALAIN DAMASIO: CE SONT LES LIENS QUI NOUS LIBÉRENT
- P.6 LETTRE OUVERTE DES AMAZONES DE LA ZAD D'ARLON
- P.7 TOURNAI, VILLE HOSPITALIÈRE ?
- P.8 JUSTICE & VÉRITÉ POUR MAWDA
INTERVIEW AVEC MARTIN VAN DER ELST
- P.14 BD: L'ÉTÉ SANGLANT DE 1919

JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement anti-sexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé-e-s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun-e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun-e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs-trices et des travailleurs-euses

Nous sommes convaincu-e-s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé-e-s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.

L'ENSEMBLE DES TEXTES SONT SOUS LICENCE
CREATIVE COMMONS (CC BY-NC-SA 2.0 BE)



CRÉDIT PHOTO DE COUVERTURE: DANIEL JAMES SUR UNSPLASH.COM

DAMASIO

“CE SONT
LES LIENS
QUI NOUS
LIBÉRENT”

FIN AOÛT 2020, LORS DU FESTIVAL LES RENCONTRES INATTENDUES, LES JOC TOURNAI ONT EU L'OCCASION D'INTERVIEWER ALAIN DAMASIO, AUTEUR DE SCIENCE-FICTION ET D'ANTICIPATION POLITIQUE (LA HORDE DU CONTREVENT, LA ZONE DU DEHORS, LES FURTIFS). CONTRIBUTEUR DU SITE LUNDI.AM, SOUTIEN DES ZAD ET DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES, DAMASIO PREND RÉGULIÈREMENT POSITIONS CONTRE LA SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE ET LES RÉPRESSIONS POLITIQUES.

Avec la fin des grands récits occidentaux de l'émancipation, dont celui du mouvement ouvrier, on peut avoir tendance à s'enfermer dans des registres uniquement d'indignation et de dénonciation. Comment aller plus loin ?

— Alain Damasio : Le problème avec l'indignation, c'est que souvent, ce sont des réactions éthiques, personnelles. On reste dans le cadre néo-libéral, celui individualiste dans lequel on se construit tous, qui est l'espèce d'éthos fondamental de notre monde. On nous a appris à essayer d'atteindre la liberté individuellement. Du coup, quand on commence à se révolter, on passe par l'indignation. C'est la première chose qui vient nous percuter avant même de travailler sur les collectifs et de faire des choses ensemble.

L'indignation est une étape et elle est indispensable. Sans, je ne vois pas comment tu vas arriver à mobiliser, à construire un combat. Mais tu ne

peux pas en rester là. Il ne suffit pas d'atomes individuels qui soient indignés pour générer un mouvement et un basculement. Tu vas fermer l'eau du robinet quand tu te laves les dents, tu vas trier tes déchets, tu vas signer des pétitions, mais tu ne vas pas vraiment faire bouger les choses.

J'ai le sentiment que l'enjeu central de l'époque c'est le lien. C'est la capacité à être liée et à travailler sur ce lien, ce tissage. Pour nous, les occidentaux, c'est un vrai défi. On nous a fait concevoir le lien comme une forme d'enchaînement. Il faut arriver à dire à l'autre : « *Les liens libèrent, c'est en ayant un réseau d'amies, une communauté affinitaire, en faisant les choses ensemble que tu vas t'émanciper et te donner une liberté bien plus grande, bien plus forte et bien plus consistante que la liberté individuelle* ». C'est encore plus difficile d'arriver à le dire en société numérique. On se construit dans un techno-cocon, on est chez soi devant son smartphone, on communique par

des outils technos qui font semblant de faire du collectif, mais pas du tout. Le fait d'être ici ensemble à faire cette interview, c'est déjà, en soi, rare.

Le récit de l'émancipation a été capturé par le récit néo-libéral de l'émancipation individuelle. Or, ce dont nous avons besoin c'est de récits d'émancipations collectives. Et cela ne suffit pas de les écrire, il faut créer des situations dans lesquelles cela peut être vécu.

Typiquement la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a été une réussite pour ça. Il y a soixante lieux de vie différents et c'est le bordel — y a des anarchos, des alternos, des communistes, des écolos, des primitivistes — tu as tout ce que tu veux. Ce n'est pas un bloc unitaire, et tant mieux, mais c'est quand même un bloc pluriel, qui agit ensemble, qui s'engueule ensemble, qui fait des réunions d'usages ensemble. Ça, c'est hyper précieux parce que l'expérience a une durée et un territoire.

Je crois beaucoup aux zones à défendre, aux zones autogouvernées. Elles permettent de ne pas rester dans ce piège, que l'on a tous — je le fais aussi — où tu signes des pétitions et puis tu es tout seul devant ton ordi. Je sens bien que cela ne va pas. Le travail du récit, il est là-dessus. Comment construire un récit d'émancipation, un imaginaire qui morde ? Je travaille là-dessus depuis 30 ans, c'est complexe. J'essaye, comme auteur de Science-Fiction, d'ancrer mes récits, de montrer comment un groupe de personnages peut agir ensemble.

Pourquoi les récits et les imaginaires sont-ils si importants ?

— Alain Damasio : La grande révolution, pour votre génération, c'est que vous avez accès, quasiment, à la totalité de la production culturelle. Tu as accès à toutes les musiques qui existent, tu peux trouver tous les films et les livres que tu veux, c'est un apport extraordinaire du net. Mais il y a des effets. Le temps passé à regarder des séries, des films, à écouter de la musique s'est dilaté. Tu es plus souvent dans le monde imaginaire, tu y passes toute une partie de ta journée, cela a des impacts colossaux, même au niveau politique. Dans les récits de survie où le héros s'en sort seul ou avec sa famille, la dystopie reste merdique, mais toi, tu as sauvé la mise pour tes proches.

Ces imaginaires présents dans les séries s'inscrivent dans les personnes. Quand on évoque l'effondrement, les gens à la place de se dire : « *On fait ensemble* », ils vont plutôt penser qu'il faut construire des bunkers, des cabanes au fond des bois ou bien stocker des pâtes et du papier toilette. On a donc besoin de recréer du récit face à des récits dominants qui ne sont émancipateurs qu'à titre strictement individuel et bien sûr, si tu as l'argent suffisant.

L'écriture au sens large — cinématographique, littéraire, scénaristique, radiophonique — va mettre en place un imaginaire qui va favoriser tel type d'affect ou tels autres, qui va modifier ta façon de percevoir. S'il suffisait de la raison et des concepts pour changer le monde, ça ferait

longtemps que l'on saurait. Tu fais des tracts militants à longueur d'année, les gens vont te dire que oui, tu as raison, mais cela ne change rien chez eux. Les modes d'attentions et de perceptions du monde n'ont pas changé. Il faut réussir à infléchir et à modifier les modes de perceptions et d'attention aux mondes.

Qu'est-ce que tu entends par « mode de perception et d'attention » ?



ON A BESOIN DE RECRÉER DU RÉCIT FACE À DES RÉCITS DOMINANTS QUI NE SONT ÉMANCIPATEURS QU'À TITRE STRICTEMENT INDIVIDUEL



— Alain Damasio : Je vais vous donner des exemples qui me concernent. Je fais souvent de la randonnée et j'ai toujours eu l'impression de bourriner. Je rencontre Baptiste Morisot, qui est un philosophe du vivant, et il m'emmène dans le Verdon pister le loup. Il m'a appris à être attentif aux traces, aux empreintes : quand le renard revient vers son terrier, il trace une ligne droite, il sait où il se trouve. Si la trace des empreintes du renard varie, tu sais qu'il est en train de chasser.

Il m'a appris à repérer les oiseaux juste à la façon, dont le vol s'organise, il m'a appris plein de choses, mais pas intellectuellement, il m'a appris à être attentif. Dans *Les Furtifs*, il y a un personnage, une traqueuse phonique, elle a une capacité d'écoute extraordinaire. Je me suis inspiré d'une fille, Floriane, avec qui je travaille depuis quelques années. Elle est créatrice radiophonique et elle m'a appris à écouter les sons et la musique, elle m'a appris que dans la forêt les bandes

de fréquence sont réparties selon les oiseaux, les insectes et que chacun occupe une bande de fréquence différente. Cette polyphonie fait que tout le monde peut s'entendre et que tout le monde a une place. C'est super intéressant politiquement.

Un autre exemple, je suis née dans une famille patriarcale, mon père était limite machiste. Il dominait la famille. J'ai fait un parcours très long, notamment grâce à ma compagne. Je savais qu'il y avait des problèmes, mais pourquoi cela ne changeait pas ? Mon mode de perception n'était pas modifié.

Durant mes conférences, je ne voyais absolument pas que les questions étaient, la plupart du temps, posées par des mecs. Je ne le voyais pas, je n'y étais pas attentif du tout.

Depuis quelques années, j'y fais attention et ça change tout.

L'écriture travaille, elle aussi, les modes de perceptions et d'attention à travers les affects, les émotions et donc l'envie de faire telle ou telle chose. Tu peux me bourrer le mou sur le fait que l'avion, ça consomme plein de CO₂, je ne comprends pas. Oui, il y a des chiffres, mais ça ne change pas mon mode perception, on s'adresse à ma raison. L'écriture touche aux concepts, aux percepts et à l'affect, pour parler comme Deleuze. C'est pour ça que les livres changent les gens, beaucoup plus que d'autres choses.

À propos de patriarcat et d'écriture, que penses-tu de l'écriture inclusive ?

— Alain Damasio : C'est un des thèmes en discussion pour le moment que l'on a avec Zanzibar, un collectif d'écrivaines et d'écrivains de science-fiction. On est tous d'accord pour dire que le point médian, ça pollue la lecture, que c'est laborieux et que cela étire la page.

On a réfléchi là-dessus et j'ai une position assez simple. Cela fait trois ou quatre siècles que l'on subit un choix sexiste de l'Académie qui a été de masculiniser les plurielles, s'il y a

8 meufs et un mec, on met un pluriel masculin. Cela n'est absolument pas neutre, cela imprime une sorte de dominante dans le langage. Cette convention ancre le patriarcat dans la grammaire. On a assez suffisamment subi ça que pour essayer d'inverser le truc. Ce que je recommande dans les textes militants maintenant, c'est de féminiser systématiquement tous les pluriels. Tu habitues les gens à ça et oui cela perturbe. C'est une technique militante presque de quota.

Après, le truc classique c'est travailler aussi sur les épiciens, par exemple le mot *Artiste* est à la fois masculin et féminin. Quand tu écris, il faut chercher les termes les plus épiciens possible ou bien alterner entre le féminin et le masculin c'est ce que je fais maintenant dans les textes pour le blog Lundi.am. Les gens, au début, ne comprennent pas, ils ont l'impression que je ne parle que d'ouvrières et pas des ouvriers, mais ça s'équilibre. Des livres sortent maintenant entièrement en pluriel féminisé.

Je trouve que l'on est très timoré dans la militance, on a l'impression que l'on est équilibré parce que l'on met le point médian, ce n'est pas une vraie prise de risque.

Est-ce qu'il y a d'autres manières de travailler, politiquement, sur l'écriture ?

— Alain Damasio : Avec l'écriture, tu vas véhiculer des émotions et des histoires qui vont toucher, créer de l'empathie très forte :

– Le vecteur d'identification aux personnages est fondamental, il permet d'amener des gens vers des profils et des attributs qui pour toi sont positifs.

– Il y a l'écriture polyphonique, celle où chaque personnage a un style. Tu n'es pas sur un seul narrateur qui t'explique la vie, qui est omniscient. La réalité est plurielle, il faut arrêter de croire que notre vision est centrale. Le mode de narration est politique. La focalisation zéro ce n'est pas pareil que la focalisation interne, que la polyphonie. C'est des vrais choix.

– Il y a ensuite l'utilisation du langage. Quand je fais parler un personnage en «jeunes», je fais un choix de dire cette langue a un sens, une force.

– Finalement, l'axiologie. Quelles sont les valeurs que tu portes dans ton récit ? Ce que je veille à faire, c'est de mettre en place une émancipation collective. Si les personnages s'émancipent, c'est collectivement. *La Zone du dehors, La horde du Contrevent et Les furtifs* sont construits là-dessus. C'est pour moi un vrai imaginaire de gauche, délibérément conscient, sur lequel je n'ai pas envie de revenir. C'est les liens qui vont les libérer.

On en revient au début, celui de l'importance des liens

— Alain Damasio : Il faut travailler les liens avec le vivant, l'animal, le végétal, les écosystèmes, les champignons et même les microbiotes que tu as l'intérieur de toi. Tu as 4 kg de bactéries à l'intérieur de toi. Notre humeur et notre attitude dépendent aussi de ces bactéries.

On se croit un sac de peau hermétique, alors qu'il y a tout un tissage à reconstituer. La modernité s'est constituée sur l'idée de coupure, d'individus coupés de tout et autonomes. Quand tu es dans un groupe de gens que tu adores, tu es beaucoup plus autonome que seul. On ne fait pas assez ensemble, on n'a plus les mains dans la pâte. La prochaine étape pour moi c'est d'acheter un terrain et d'essayer de créer ce que j'appelle une ZOUAVE — Zone Ou Apprendre À Vivre Ensemble. On va essayer de développer ça, il faut expérimenter, faire.

Il y a beaucoup de jeunes qui tirent de l'énergie des bouquins, mais au bout d'un moment, même à moi, cela me paraît trop abstrait. Tu as l'impression de vendre du rêve. Ça va être galère ce projet, y aura plein d'engueulades, mais j'ai envie de descendre vraiment dans le réel et arrêter de juste théoriser le truc.

▮ ▮
ON SE CROIT UN SAC
DE PEAU HERMÉTIQUE,
ALORS QU'IL Y A
TOUT UN TISSAGE À
RECONSTITUER. LA
MODERNITÉ S'EST
CONSTITUÉE SUR L'IDÉE
DE COUPURE, D'INDIVIDUS
COUPÉS DE TOUT ET
AUTONOMES.



AMAZONES

DE LA
ZAD
D'ARLON

CETTE LETTRE EST CO-ÉCRITE ET PENSÉE PAR QUELQUES AMAZONES DE LA ZAD D'ARLON. LES AMAZONES FORMENT UN CLAN AUTOPROCLAMÉ EN RÉPONSE À UN BESOIN DE SE RÉAPPROPRIER UNE PLACE FORTE AU SEIN DE NOTRE MILIEU RÉVOLUTIONNAIRE SUITE À DES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL AYANT EU LIEU SUR LA ZONE.

Nos espaces ne sont pas des espaces safe. Il serait illusoire, voire dangereux de penser l'inverse. Bien que prenant en compte les traumatismes et les détresses psychologiques engendrées par les agressions que nous vivons, chacune d'entre nous réagissant selon son propre vécu et son propre rythme, nous refusons d'être collectivement renvoyées à nos statuts de victimes.

Le vécu de personnes victimes d'agressions est violent, nous ne pouvons pas faire comme s'il s'agissait d'histoires lointaines. Cette violence existe. Nous avons décidé de nous la réapproprier collectivement. Il nous apparaît nécessaire et vital de nous préparer, de nous outiller, de nous renforcer et d'utiliser cette même violence qui nous a longtemps fait peur pour riposter efficacement. Nous ne blâmons pas les personnes qui ne se sentent pas à l'aise avec la réappropriation de cette violence pour évincer les fruits pourris, nous les comprenons et serons toujours à leurs côtés pour lutter contre toutes formes d'agressions, mais ce moyen est le nôtre.

Nous avons collectivement réfléchi à une lettre ouverte, celle-ci demande sûrement à être améliorée, à être revue, corrigée, barrée puis réécrite, celle-ci est une proposition, une invitation à réfléchir sur nos moyens d'action contre les agressions au sein de nos milieux, une invitation qui sera entendue et acceptée par les féministes de partout.

À toi, le prédateur tapi au fond des bois. Au coin d'une rue. Dans un lieu de lutte.

À toi.

Le temps de l'impunité est révolu. À noter de ce jour, plus aucune excuse ne sera acceptée pour justifier tes comportements libidineux et violents.

À noter de ce jour, tout acte de violence envers nous, femmes et minorités de genre, te sera rendu œil pour œil. Car c'est comme cela que tu agis. Tu viens, tu imposes, tu prends.

Nous avons assez donné.

La pédagogie ? Très peu pour nous.

Ne viole pas, ne touche pas sans consentement, ne harcèle pas, ne tue pas, n'insiste pas, ne t'introduis pas la nuit dans nos lits, n'insulte pas, ne dénigre pas.

Vous ne nous forcerez plus à vous éduquer. Podcasts, livres, discussions. Choisis ta méthode. Cela t'appartient.

À toi, le prédateur, sache qu'à partir de ce jour, nous sommes légion. Sœurs et adelphe, main dans la main. Dans une radicalité magnifique.

Plus jamais, tes excuses et ton pathos n'excuseront tes comportements. Plus jamais.

Plus jamais, tu ne seras protégé parce que "C'est un gars sympa", "Oh, un militant comme lui ?", "Il n'a pas eu une vie facile, tu sais.", "Il était bourré".

Plus jamais.

À toi, notre sœur, notre adelphe,

À toi.

Nous comprenons ta tristesse et ta colère.

Tu es légitime de réclamer justice.

Et tu es légitime, toujours, et à jamais, de réclamer une justice qui te correspond, qui apaisera ce feu en toi, car nous le savons, la plaie ne se referme jamais tout à fait. Confrontation verbale, exclusion ou barre de fer, gère ça à ta manière.

Nous, Amazones de la Zad, garantes d'une envie viscérale d'imposer nos revendications de vivre, de nous mouvoir, de danser, de jouir dans le respect, nous te proposons ceci. Où que tu sois, ouvre l'œil. Où que tu sois, répands cette nouvelle.

Nous ne nous laisserons plus faire. Plus jamais.

Nous sommes légitimes de répondre à cette violence permanente par la violence de nos poings. Toujours et tant qu'il le faudra.

HOSPITALIÈRE ? COMMUNE

CE JEUDI 08 OCTOBRE 2020, UNE OPÉRATION DES POLICES FÉDÉRALES ET LOCALES A EU LIEU SUR LE CAMP DE MIGRANT·E·S DE FROYENNES VISANT À SON DÉMANTÈLEMENT.

Pour la deuxième fois cette année, la police est descendue sur le camp, terrorisant au passage une bonne partie du groupe et emportant le peu de matériel présent sur place (tentes, bâches, effets personnels, vêtements) qui avait été mis à leur disposition par une équipe de bénévoles et d'associations. 15 personnes ont été placées en garde à vue. Ce n'est pas digne d'une commune hospitalière.

Nous condamnons fermement cette rafle organisée, les attaques répétées de la police face à un public vulnérable, le harcèlement systématique dont sont victimes les personnes vivant sur le camp et le cruel manque d'humanité dont ont fait preuve les ouvriers et agents de police lors du démantèlement du camp, allant jusqu'à jeter aux ordures les biens les plus précieux de celles et ceux qui n'avaient déjà pas grand-chose.

Aujourd'hui, nous condamnons la lâcheté de la commune de Tournai : depuis plus deux ans, associations de terrain et relais politiques interpellent et travaillent en collaboration avec les autorités pour trouver des solutions.

Depuis quelques mois, cette collaboration étroite patauge. Force est de constater que, pour protéger son électorat frileux sur le sujet, les autorités communales ralentissent le processus qui doit aboutir à un résultat simple : l'ouverture d'un lieu de Répit en journée, un lieu où les personnes pourraient venir se réchauffer, manger un bout, mais aussi et surtout, avoir à disposition des conseils juridiques, du suivi social et psychologique, de l'accompagnement et un peu de chaleur humaine.



UNE COMMUNE HOSPITALIÈRE NE
COMMANDE PAS D'OPÉRATION DE
POLICE SUR DES PERSONNES QUI NE
REPRÉSENTENT AUCUNE MENACE



Ce dispositif s'inscrit dans une démarche globale de « commune hospitalière », un label certifiant que notre commune s'engage à améliorer l'accueil des personnes migrantes, quel que soit leur statut. Nous portons ce dispositif à bout de bras depuis des mois et nous étions à deux doigts de le concrétiser.

Une commune hospitalière, c'est une commune qui prend en charge le travail d'accompagnement de concert avec les associations expertes. C'est une commune qui ne commande pas d'opération de police sur des personnes qui ne représentent aucune menace. C'est aussi une commune qui facilite le travail des associations, met à disposition des lieux, des infrastructures, des moyens, pour réaliser un travail humanitaire urgent et nécessaire. C'est une commune qui ose, qui écoute les travailleur·euse·s de première ligne et qui prend en compte les diagnostics de la situation. C'est une commune où les membres de l'autorité communale agissent pour le bien-être des personnes qui y vivent, qu'importe leur statut, leur genre, leurs revenus, leur situation. Une commune hospitalière, c'est une commune faite de personnes qui condamnent les propos d'un bourgmestre en roue libre qui va jusqu'à insulter les migrant·e·s de crapule et de criminels lors d'une interview pour la télé locale.

Passées l'émotion et l'incompréhension de la rafle, nous continuons de nous organiser. Non pas à coup de tweet, de publications Facebook, de partage de photos sur les réseaux sociaux, mais nous nous organisons par des actes de solidarité. Le lieu de Répit pourrait ouvrir tout prochainement, nous avons besoin d'un élan d'actes de solidarité. Ce lieu verra le jour grâce à la mobilisation citoyenne et associative.

Nous avons besoin que les conseiller·e·s communaux fassent leur travail et facilitent le nôtre : les personnes que nous accompagnons ne sont pas un problème à régler, elles et ils sont des jeunes entre 15 et 25 ans, originaires d'Éthiopie et d'Érythrée, ils et elles n'ont plus rien, nous devons les secourir et les aider. Nous ne sommes pas ici pour quémander quoi que ce soit, nous vous demandons d'agir, dans le respect de la convention internationale des droits humains, de la convention d'Istanbul et de la convention des droits de l'enfant, dans le respect de la circulaire Moreal/Dermagne adressée ces derniers jours aux bourgmestres, conseillers communaux et présidents de CPAS. Nous avons besoin que vous preniez vos responsabilités.

Les JOC TOURNAI

JUSTICE & VÉRITÉ

INTERVIEW

AVEC MARTIN VANDER ELST DU COMITÉ MAWDA

De nombreux comités de soutien aux familles de victimes de violences policières s'appellent « Justice et Vérité », c'est également le cas avec le comité Mawda dont tu fais partie. Pourquoi ce concept de vérité est-il si important ?

— Martin V. : Dans les combats portés par les familles, la notion de vérité est fondamentale. Il s'agit de rétablir leurs vérités, à partir de ce qu'ils savent de leurs proches assassinés par la police, de défendre leur dignité. Dans toutes les affaires de violences policières, la police diffame d'emblée les victimes, elle souille leur réputation en déclarant qu'il s'agit de « drogués », de « délinquants », de personnes « agitées » (le fameux Syndrome de Délire Agité qui permet à la police de se blanchir) ; elle met en récit, dans une grammaire profondément raciste, leurs « mauvais comportement », etc. Le combat judiciaire est d'abord un combat de réparation pour la vérité face à un discours raciste et humiliant pour les familles.

Lorsqu'on s'engage avec les familles de victimes des violences policières, on met le pied dans une lutte qui est très longue et où on est d'emblée pris au piège des fictions policières, il vaut mieux le savoir. On n'arrive difficilement à nommer la violence exercée

par la police car ce qui va faire office de premiers éléments d'instruction ce sont toujours les PVs de police qui sont des falsifications en temps réel. Ces fictions policières racontent elles-mêmes une version des faits dont les victimes sont absentes.

Même nous, on doit faire des efforts constants pour arriver à renommer les choses, à faire sentir la violence exercée par la police, à ne pas l'oublier. C'est qui est proprement infernal, ce sont les mensonges les uns après les autres, en cascade jusqu'à perdre tout lien avec les faits tels qu'ils ont eu lieu. Si la notion de vérité est si importante, c'est que la police ne tient absolument pas compte de cette notion, c'est une notion qui se situe en dehors de son rapport au monde et aux institutions. Il faut, dès lors, être en enquête permanente, avoir des relations très proches avec les familles des victimes pour sentir une autre réalité, c'est-à-dire une perception des événements qui ne soit pas policière, qui ne soit pas blanchie.

Peux-tu nous détailler ces constructions de mensonges pour l'affaire Mawda ?

— Martin V. : Le premier mensonge concerne la version des faits racontée à l'ambulancier qui arrive sur le parking, soit quelques minutes à peine après le meurtre : les policiers

racontent que Mawda est tombée de la camionnette, qu'on l'a jetée par-dessus bord. Pour comprendre comment fonctionne ce type de fictions, il faut se référer au contexte de la traque des migrants, celui des opérations Médusa : dispositif de pouvoir qui nourrit aussi une façon de penser construite sur la stigmatisation des migrants, sur les métaphores de l'envahissement, de la montée des eaux, du remplacement ; il faut pouvoir restituer ce contexte sémantique où on n'arrête pas de nous dire qu'il y a des personnes prêtes à tout pour traverser les frontières, avec tous les fantasmes qui vont avec la fermeture de la « Jungle » de Calais.

Des personnes meurent en traversant les Alpes, elles meurent dans des containers frigos en passant vers l'Angleterre, elles meurent dans la Méditerranée comme dans la mer du Nord. On est dans cet imaginaire-là qui fait que des journalistes et le Parquet vont vouloir croire le mensonge policier que Mawda a été jetée de la camionnette.

Même si a posteriori ça paraît complètement ahurissant, il faut prendre en compte que cela a été dit et acté, pas seulement par l'avocat du policier mais bien par le Parquet. C'est de la fiction, mais elle fonctionne et cette première version de l'histoire va rester, elle a encore des effets sur

**CE QUI EST PROPREMENT INFERNAL,
CE SONT LES MENSONGES LES UNS APRÈS LES
AUTRES, EN CASCADE JUSQU'À PERDRE TOUT LIEN
AVEC LES FAITS TELS QU'ILS ONT EU LIEU.**



la répartition actuelle des responsabilités. Elle sera reprise par Bart De Wever et l'extrême droite pour rendre les parents responsables et présenter en revers ces gens-là comme des « bons parents », soi-disant soucieux de la santé de leurs enfants, on sait ce qu'il en est. Durant le procès qui va avoir lieu fin novembre à Mons, la police va se défendre en racontant que sur le moment même, ce n'était pas très clair, qu'il y avait de la confusion sur le parking, pour tenter de se disculper et cacher la coalition de fonctionnaires qui se met en place dès ce moment. Mais ce que l'on sait, c'est que sur le parking, le coéquipier du policier qui a tiré sur Mawda va appeler un supérieur pour lui dire qu'il y a eu un coup de feu. D'autres policiers ont, quant à eux, également déclaré avoir entendu une détonation. À ce moment-là, la hiérarchie est censée contacter le Comité P pour ouvrir une enquête sur un incident de tir. Elle ne le fait pas.

Il y a ensuite un second mensonge. D'après le témoignage des policiers entendus par le Comité P, le médecin urgentiste qui a pris en charge Mawda, aurait déclaré qu'elle n'était pas morte par balle. Cet élément va être également repris par le Parquet de Mons dès le lendemain. Malgré le fait que le Parquet de Mons a dû ensuite revenir sur cette première affirmation mensongère et reconnaître que Mawda était bien morte du tir du policier qui l'a tué, la juge d'instruction, à aucun moment, ne va demander à entendre le médecin urgentiste. C'est pourtant un témoin important qui pourrait contredire la version concertée des policiers. L'avocate de la famille et le Comité Mawda vont devoir se battre pour demander un devoir d'enquête complémentaire afin que l'urgentiste puisse être auditionné par le Comité P. Ce médecin va alors donner sa version, et déclarer qu'il n'a jamais

écarté l'hypothèse d'une mort par balle. La police, lors du procès, va certainement tenter de réinterpréter les faits en disant que l'information est mal passée.

Une fois que tout cela ne fonctionne plus, au fur et à mesure que la stratégie judiciaire de l'avocate de la famille défait ces mensonges, il reste cependant de la fiction. La camionnette est toujours considérée comme une « arme par destination ». Or, tous les policiers savent que l'on ne tire pas sur des cibles en mouvement. Mais « arme par destination », maintenant, ça fonctionne. La camionnette, dans l'imaginaire islamophobe, c'est les attentats de Nice. On inverse le langage et la charge de responsabilité et c'est possible à cause du racisme. Sinon la réalité est plus forte, ce n'est pas possible de faire croire ça sans le racisme endémique.

Peut-on parler, ici dans le cas de l'affaire Mawda, de mensonges d'État et d'assassinat ?

— Martin V. : Dans l'affaire Mawda comme dans l'affaire Chovanec, on voit très bien comment le mensonge policier devient un mensonge d'État. Aucun parlementaire ne demande l'audition des juges d'instructions ou du Parquet, le Parquet fait des communications qui visent à blanchir la police, on laisse faire les coalitions de fonctionnaire, etc Il n'y aurait pas eu de devoir d'instructions complémentaires sans le travail acharné des avocats. Dans l'affaire Chovanec, non seulement la police n'a pas fait de procédure disciplinaire en interne, mais le Parquet, ce qui est plus grave, n'a pas instruit les différents mensonges policiers, ni les policiers d'ailleurs pour cet assassinat. C'est pourtant un assassinat en réunion avec le caractère aggravant de l'incitation à la haine raciste : le salut nazi, les rires, la déclaration de l'urgentiste:

« ça ne sera pas une grande perte ». Mais aucun policier n'a été inculpé pour ça, ni par la juge d'instruction, ni par le Parquet de Mons.

Dans l'affaire Mawda, c'est pareil. Le Parquet voit que la première version des policiers est un mensonge, mais il ne la confronte jamais; pire le procureur général, Ignacio de la Serna, s'épanche longuement sur les états d'âme du policier. Il n'y a pas non plus de poursuites alors que ce sont des crimes importants : « entrave à la justice », « coalition de fonctionnaires », « mensonges en réunion », « corruption de témoins », etc.

La police peut mentir, raconter n'importe quoi et changer de version quand elle veut, la justice laisse faire. Au pire, comme le montre l'affaire Mawda, seule la personne qui a tiré, le fusible qu'on essaye de protéger, sera inculpée d' « homicide involontaire ».

Avec le comité Mawda, on est confronté systématiquement à des gens qui nous disent : « Non ce n'est pas un assassinat ». En réalité, ils ont peur d'être accusé de « diffamation ». Ils préfère alors utiliser la catégorie policière d' « homicide involontaire ». Personne n'ose encore le dire – or on l'a dit une fois pour Sémira Adamu, et on a dû également le dire pour Lumumba, Mopol et Okito après une commission d'enquête parlementaire: « Oui en Belgique la police assassine », « Oui l'État belge assassine ».

Maintenir qu'il s'agit d'un assassinat, c'est se donner la capacité de penser en dehors des catégories forgées pour blanchir la police. À travers l'usage de ce terme on fait de la politique, mais aussi de la jurisprudence. C'est parce que l'on pousse cette catégorie de l'assassinat, que l'on écrit des cartes-blanches, que des juristes en viennent à nous dire qu'il y a une autre catégorie, le meurtre par dol

LE RACISME D'ÉTAT CE N'EST PAS SIMPLEMENT LA POLICE QUI MENT POUR SE DISCULPER, C'EST TOUTE LA STRUCTURE QUI FAIT QUE CE MENSONGE EST ACCEPTÉ.

éventuel — c'est le fait de tirer et d'avoir conscience du risque que tu pourrais tuer même si tu ne l'a pas voulu. Si jamais on gagnait ce procès et que l'on arrivait à faire en sorte que le policier soit condamné pour « meurtre par dol éventuel », et non plus pour « homicide involontaire », cela veut dire que l'on aura forcé une jurisprudence Mawda. Et que l'on va pouvoir l'utiliser dans d'autres cas. La réparation est aussi un concept jurisprudentiel.

Rares sont les groupes qui s'organisent pour avoir le temps d'être avec les familles à toutes les étapes de la procédure. Or pour transformer les jurisprudences, il faut prendre ce temps-là et tu ne peux le prendre que si tu sais que la police peut assassiner. Et donc tu en tires toutes les conséquences.

En tant que comité Mawda, on est né sur cette base. On s'est retrouvé dans des manif où la seule revendication c'était la démission de Theo Franken. Toute la gauche radicale demandait sa démission, mais le problème c'est qu'il démissionne ou pas (d'ailleurs il a fini par démissionner sur le Pacte Mondial sur les Migrations), la famille, sans soutiens, ne pourra pas se porter partie civile car elle ne sera pas en mesure d'être régularisée et on ne pourra pas faire condamner les opérations Médusa et agir concrètement sur ce qu'il se passe.

Il faut aller plus loin que des grandes revendications générales qui n'engagent à rien et avoir des revendications opératoires. Pour cela il faut enquêter et accompagner les familles. Pour nous, les questions de régularisation de la famille et du procès des opérations Médusa ont toujours été liées. Ce n'est pas pour rien que Charles Michel a tenté de faire extra-der la famille vers l'Angleterre. Pour agir sur ce temps long, il faut être dans une position de proximité avec les familles où tu crois ce que l'on te raconte. On ne peut pas être toujours dans la suspicion pour se protéger,

pour avoir les mains propres en cas de diffamation. Il faut vouloir croire les familles.

En quoi ces mensonges sont-ils spécifiquement racistes, on pourrait penser que c'est simplement du corporatisme ?

— Martin V. : Qu'est-ce qui fait que l'on croit la police ? Ce sont quels discours ? Dans l'affaire Mawda, la dimension raciale est d'emblée présente dans la façon dont on parle des migrants comme des gens qui n'ont ni foi ni loi, prêts à tout et n'importe quoi, y compris à jeter leurs propres enfants sur la police. Il y a fiction policière et raciste parce que d'emblée on sait que l'on peut dire un certain nombre de choses et que le Parquet va le croire, et qu'une partie de la population va le croire, que les médias vont le relayer sans distance critique, c'est ainsi que se fabrique l'impunité policière, sur le dos du racisme. Ils sont dans un système où l'impunité et le racisme sont tellement forts qu'ils savent que cela passe.

Le racisme, c'est ici la capacité à stigmatiser à un tel point le comportement de la victime que personne ne se pose de questions. On va dire que la victime est un « violeur », un « drogué », un jeune des quartiers qui avait quelque chose à se reprocher. Si personne ne se pose de questions, c'est parce que le racisme intervient pour faire tenir ces mensonges.

Le racisme d'État ce n'est pas simplement la police qui ment pour se disculper, c'est toute la structure qui fait que ce mensonge est accepté, qu'il fonctionne. Le racisme sert également à innocenter la police, à la blanchir. Il n'y a pas de dispositif de racialisation qui ne soit en même temps un dispositif d'innocentement, pas de damnés sans indemnisés. Tout le discours anti-migrant va servir à forclure des opérations volontaires de mensonges.

Une bonne variable pour voir le

racisme d'État à l'œuvre, c'est la politique des poursuites. L'exemple le plus simple, c'est le cas de la possession de cannabis dont la tolérance est appliquée en fonction d'un profilage racial. Il s'agit d'un crime mais dont la politique des poursuites et la tolérance est laissée à la discrétion de la police.

Concernant Médusa, il y a du profilage racial à travers des directives données par le Ministère de l'Intérieur. On n'a pas encore énormément d'éléments là-dessus, car elles sont secrètes, mais on commence à le savoir. La catégorie de « passeurs kurdes », par exemple, semble être construite comme une catégorie raciale spécifique de migrants soi-disant connus pour être, dans la fiction policière, particulièrement violente, prêt à tout pour fuir les contrôles de police. Les « Irakiens » ou les « Syriens », dans la fiction policière (ici racisme d'État et islamophobie fonctionnent de pair), sont définis comme susceptibles d'être des « djihadistes infiltrés ». Etc.

Ce sont des directives qui ne seront accessibles au public que s'il y a une commission parlementaire. Si on insiste tellement pour avoir une commission d'enquête parlementaire, c'est parce qu'on veut savoir quel est le profilage racial qui s'exerce dans la poursuite de migrants. Il y a toute une zone grise dans les opérations Médusa par laquelle le racisme d'État se reconfigure dans l'indifférence générale. Après on s'étonne de la montée en puissance du Vlaams Belang, devenu le premier parti du pays.

L'affaire de l'eurodéputée Pierrette Herzberger-Fofana arrêtée à la Gare du Nord en juin 2020, c'est également le contexte Médusa (la police du rail est particulièrement mobilisée). Ici encore la dimension du profilage racial est centrale : par quel(s) critère(s) la police est sensée arrêter les (trans)migrants dans les gares, si ce n'est en mobilisant cette variable de la race ? Être blanc, dans ce dispositif de sécurité, c'est traverser

les checkpoints de Medusa sans s'en rendre compte, dans l'indifférence, que ce soit dans les gares, les aéroports, sur les autoroutes, dans les parcs, etc. On peut bastonner des Noirs et des Arabes dans une gare, la police va considérer que ce sont des migrants et qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Mais pas de chance, cette fois, il y a une eurodéputée et donc l'affaire ne s'arrête pas là. Les policiers vont la brutaliser car pour eux c'est une noire, ils la considèrent comme une migrantes, comme une indigène, mais la Belgique va devoir s'expliquer au Parlement européen.

Dans un cas comme celui-ci, on voit ce que le racisme ordinaire et l'impunité ont d'habitude comme fonction de recouvrir d'un voile d'ignorance. La dimension de la race est indispensable pour comprendre comment fonctionne l'impunité. Autrement, on est obligé de se dire que les flics sont cons ou naïfs.

Le racisme c'est le dispositif de pouvoir qui fait que personne ne vérifie rien et que l'on croit la police. On insiste fortement là-dessus. Médusa ou le meurtre de Mawda ne sont pas compréhensibles sans la prise en compte du racisme d'Etat. Qu'est-ce qui explique que l'on peut rester 18 minutes sur le thorax de quelqu'un à l'aéroport de Charleroi sans que personne ne réagisse ? Ici encore, c'est le contexte raciste qui surdétermine : on a affaire à une police qui expulse des migrants, qui a donc à sa disposition des corps qui peuvent être asphyxiés, massacrés. Ce n'est pas suffisant de parler de violences policières, de parler de « bavure » ou d'« homicide involontaire ». Il faut arriver à nommer les choses et parler de meurtres racistes.

Que penses-tu des revendications de définancement de la police, est-ce que cela peut être une solution contre les violences policières ?

— Martin V. : Les revendications d'abolition de la police et les réflexions

autour de son « définancement » ne sont pas nées en Belgique. Il faudra les construire concrètement, enquêter et réfléchir à moyen terme à ce que cela veut dire pragmatiquement, quels sont les effets et les conséquences, bref développer une approche matérialiste de la police. Houria Bouteldja rappelait récemment qu'on aurait tort d'oublier « la part prolétaire du policier », cette réflexion politique fondamentale rejoint d'ailleurs les réflexions de Pasolini sur la question. Par exemple, dans le contexte néolibéral actuel, il faut quand même sérieusement se demander : si on définance, est-ce qu'on ne va pas avoir encore une radicalisation du racisme dans la police ?

Aux États-Unis, Angela Davis et les personnes qui luttent pour l'abolition du système carcéral ont des revendications intermédiaires, matérialistes, situées à partir des rapports de domination réels pour construire des prises à cet horizon abolitionniste, cela s'inscrit dans une longue histoire et dans une expérience ancrée.

Je pense que nous devons mettre en avant des revendications plus spécifiques à un État raciste comme la Belgique. Par exemple, une des revendications de ceux qui luttent concrètement contre les violences policières racistes, est d'abolir le contrôle d'identité. Ce dispositif de contrôle est dans les faits un permis d'agression permanente conféré aux forces de l'ordre au nom de l'Etat. L'urgence est d'exiger l'abolition de ce dispositif raciste. Je pense qu'on est un peu obligé de passer par des revendications comme celle-là pour ne pas rester enfermé dans un horizon politique lointain et purement idéaliste.

Les violences policières c'est chaque jour, chaque heure, chaque minute, ce sont des violences inouïes, des humiliations, des agressions quotidiennes qui asphyxient littéralement la vie de milliers de gens dans ce pays. Il y a urgence. Pour abolir

la police, il faudra commencer par abolir le contrôle d'identité. On doit absolument sortir du discours sur l'innocence des victimes et se concentrer sur les dispositifs racistes et les violences en tant que telles.

Abolir le contrôle d'identité, c'est affirmer qu'en démocratie on n'a pas besoin d'avoir de tels dispositifs qui permettent à la police d'appréhender n'importe qui, n'importe comment. Comme le rappelait Norman Ajari, qui a grandement contribué à former cette revendication, dans le droit Anglo-saxon, il y a une notion juridique qui dit que le corps de chacun est sacré. Abolir le contrôle d'identité, c'est aussi une revendication de démocratisation des droits. Il n'y a pas de raison d'accepter que seuls les parlementaires soient ainsi protégés.

Chaque citoyen, avec et sans papiers, doit avoir un égal respect de sa dignité humaine, de sa personne. C'est une pratique de revendication active, démocratique, pour mettre fin aux traitements inhumains et c'est aussi une bonne réponse aux discours d'extrême droite.

Dans une démocratie, il ne devrait pas avoir d'un côté des corps immunisés et de l'autre des corps damnés. Supprimer le contrôle d'identité, c'est aussi rendre un peu plus difficile l'assassinat de migrants par la police. Il pourrait y avoir une grande campagne autour de ça plutôt que des campagnes insipides qui en restent à : « *Le profilage ethnique, ce n'est pas normal* » ou au niveau des témoignages. Les jeunes issus de l'immigration post-coloniale rassemblés en grand nombre le 7 juin dernier à l'appel de Black Lives Matter, disaient « *Trop, c'est trop !* », « *Nous voulons que ça change !* », « *Maintenant il faut agir !* ».

Ceci étant dit, les revendications de définancement peuvent se coupler à des revendications plus spécifiques, mais seulement comme conséquences. Sinon, il y a un risque

IL FAUT ENTRE LES MAISONS DE JEUNES, LES AVOCATS, LES MILITANTS, LES FAMILLES DÉVELOPPER UN RÉSEAU PLUS DENSE AUTOUR DE CAS CONCRETS.

d'invisibilisation des violences policières racistes quotidiennes par des abstractions mal construites.

On sent bien comment les associations mainstream de la coopération ou d'éducation permanente pourraient s'approprier cette thématique du « définancement », de la même façon qu'elles disent aujourd'hui toutes faire du « décolonial ».

On doit être attentif au danger de généralisation aux conditions majoritaire, il y a un risque important de blanchiment du concept, aussi pour couper l'herbe sous le pied d'organisations autonomes comme les *Bruxelles Panthères* qui parlent de violences policières racistes depuis de nombreuses années, qui ont forgé tout le langage et les revendications pour l'antiracisme politique en Belgique, y compris cette revendication du récépissé qui est aujourd'hui reprise en abstraction de cette stratégie décoloniale.

Dans un contexte où chaque jour des personnes se font humilier par les contrôles d'identité, les revendications de « définancement » in abstracto me semblent trop générales.

Comment peut-on articuler le travail que vous faites sur des affaires emblématiques, comme Mawda et Chovanec, avec un travail plus quotidien, infrapolitique, de lutte contre les violences policières dans les quartiers ?

— Martin V. : Les violences policières sont quotidiennes. Faire des affaires autour des crimes policiers, je crois surtout que ça permet à des gens non concernés par cette dimension quotidienne de commencer à percevoir un peu certaines choses : si c'est comme cela pour Mawda ou monsieur Chovanec, à un tel niveau d'impunité, comment c'est dans le quotidien ?

Dans les quartiers populaires issus de l'immigration post-colonial, le

discours du Comité Mawda peut être perçu comme naïfs : « *Vous pensez quoi ? Que vous allez obtenir la condamnation des policiers ? Vous croyez encore en l'impartialité de la justice ?* » Le travail politique c'est de faire la preuve qu'on peut interrompre ou mordre sur le racisme quotidien, que le temps judiciaire ne fonctionne pas toujours pour la police. Mais ça il faut encore le prouver, ce n'est pas joué d'avance, ça dépend de nous, de ce que nous nous rendons capable de produire politiquement. Mais le constat dans les quartiers populaires il est juste.

Personne ne parle de vérité sans une justice concrète derrière. La plupart du temps les jeunes ne portent pas plainte pour cette raison. Ils savent qu'ils seront peut-être accompagnés par deux, trois militants sympas au commissariat, au conseil communal ou chez Unia mais que le vendredi soir, le week-end suivant, ils vont se faire défoncer la gueule par ces mêmes policiers parce qu'il n'y aura personne. Ils le disent toujours : « *La justice, nous on n'y croit pas* » et ils ont raison.

C'est pourquoi, il faut partir de la réalité de terrain et voir ce que l'on peut obtenir tout de suite. Par exemple, dans le cadre des violences policières en contexte Covid, arriver à ce qu'un Bourgmestre annule un certain nombre de SAC, c'est un premier pas. On peut alors acter qu'on a obtenu quelque chose et que l'on n'est pas juste dans la prise de conscience abstraite des violences policières par la commune, ce qui n'aura pas lieu et serait de toute façon sans effets.

On peut entraîner les jeunes et intervenir au niveau des communes si on a une stratégie de petites victoires dès la première action, s'il y a quelque chose de palpable et que l'on supporte une bonne et salutaire dose de pessimisme. C'est une praxis à mettre en œuvre entre le travail politique et le travail social. Il faut entre les Maisons

de jeunes, les avocats, les militants, les familles développer un réseau plus dense autour de cas concrets. Les militants ont une certaine expertise, mais ils développent souvent leur stratégie dans le vide, entre eux ; dans les Maisons de jeunes, ils ont une autre expertise, mais on les empêche souvent d'aller plus loin qu'un match de foot avec la police. C'est un travail à long terme, compliqué qui exige beaucoup d'attention et d'expériences.

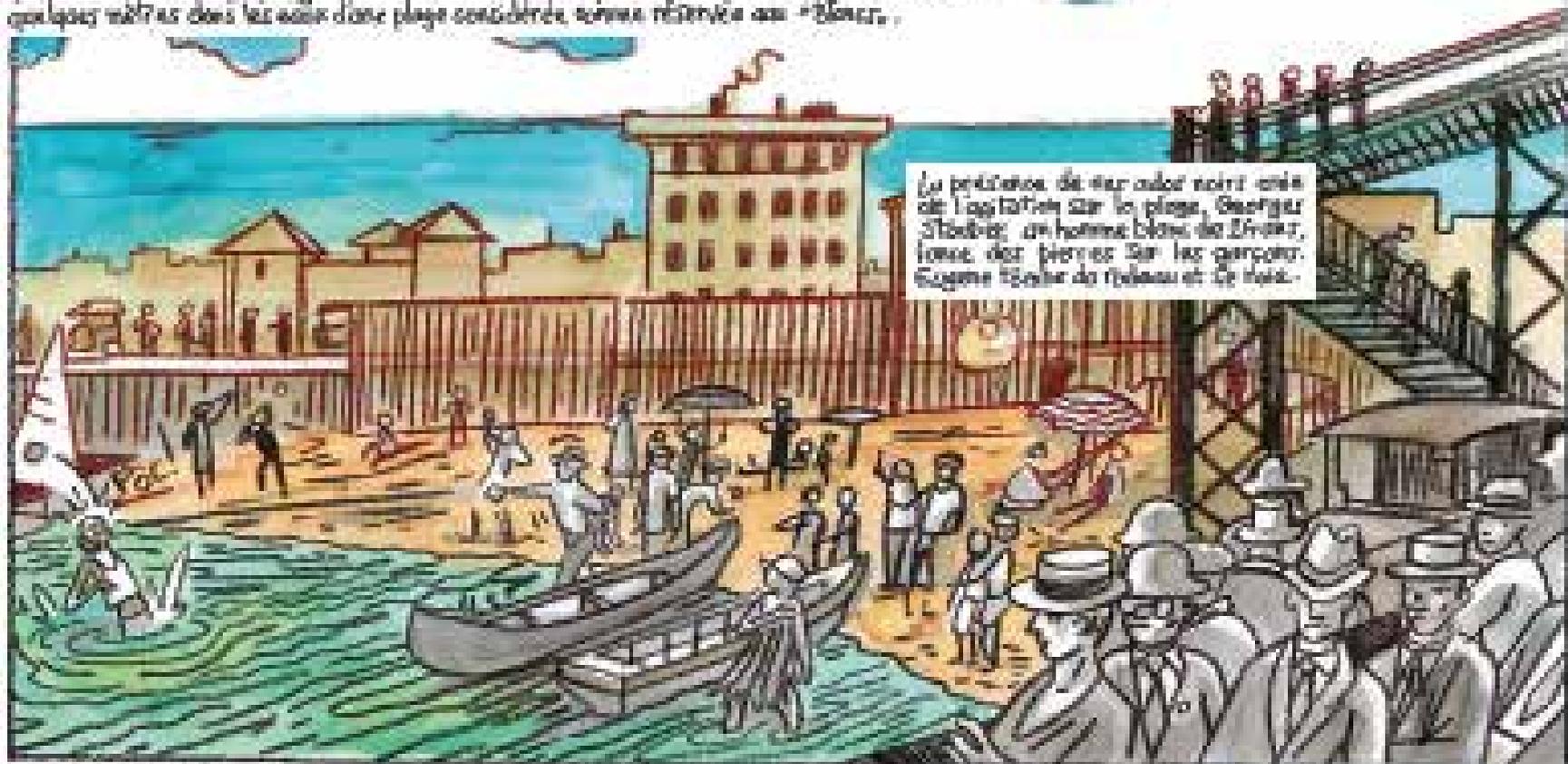
Il nous faut aussi un horizon politique qui se construise à partir d'une sorte de cahier des doléances des luttes contre les violences policières (le comité Justice pour Mehdi a déjà rédigé un tel cahier, ils l'ont d'ailleurs rappelé lors de la manifestation Black Lives Matter) pour être en mesure de dessiner une stratégie à long terme qui anticipe l'action politique de la police via les syndicats et ne pas juste intervenir au coup par coup en espérant le cas messianique qui ferait tout basculer (cette attente-là est ce qui épuise les militants, ce qui les déprime ; Norman Ajari avait un jour parlé à ce propos d'un ethos mania-co-dépressif). Il faut un réseau, de l'action sociale. Les familles concernées par les violences policières ne séparent jamais police et justice, elles sont prises dans ces emboîtements-là qui est inextricable.

L'urgence pour les victimes de violences policières racistes se situe dès les premiers moments du drame. On ne peut accepter qu'une nouvelle génération de noirs et d'arabes ait encore à subir cela.

C'est déjà trop grave, on a déjà été beaucoup trop loin et ce n'est malheureusement pas prêt de s'arrêter ; surtout avec le gouvernement tampon de l'extrême-droite actuel où le Ministère de l'Intérieur est toujours entre les mains du CD&V, le PS ayant le social et Ecolo, la transition énergétique et l'égalité. On est parti pour du Medusa à visage humain, il va y avoir du sport !

L'été sanglant de 1919

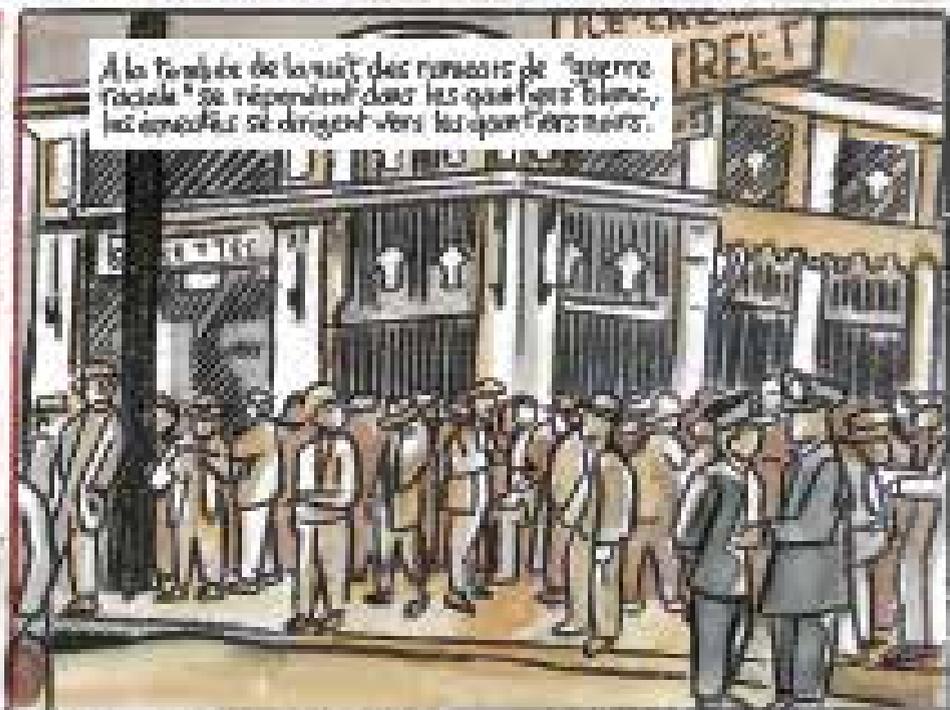
Dimanche 27 juillet 1919. Chicago. Eugene Williams, un jeune noir de 17 ans et quelques amis se rendent sur le Lac Michigan avec du matériel en bois qu'ils ont construit. Eugene cherche de quelques mètres dans les bois d'une plage considérée comme réservée aux "blancs".



La présence de deux noirs près de l'agitation sur la plage, George Stuber, un homme blanc de 27 ans, lance des pierres sur les garçons. Eugene s'échappe du matériel et se noie.

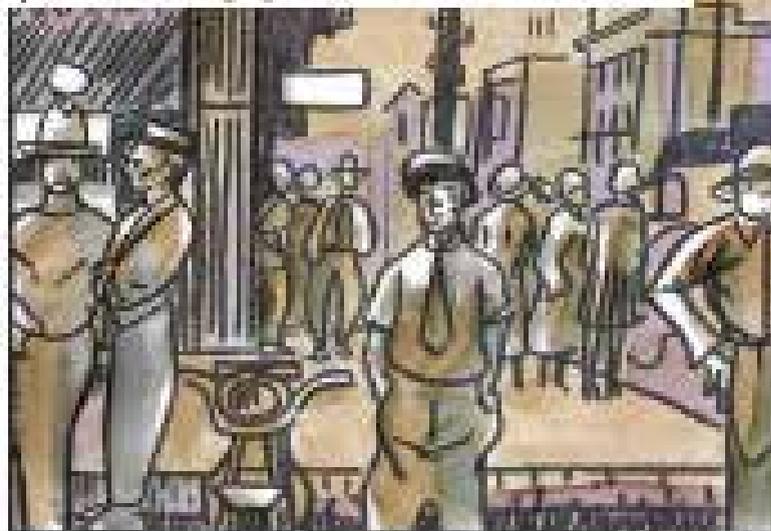


Le premier policier présent sur les lieux relâche de suite Stuber en détention. Une foule se rassemble et demande son arrestation. Des renforts de police arrivent. Les quatre noirs sont arrêtés, la police riposte et le tue.



À la tombée de la nuit, des rumeurs de "terreur raciale" se répandent dans les quartiers blancs, les émeutes se dirigent vers les quartiers noirs.

Chicago était pourtant considérée comme une ville accueillante, pour beaucoup même comme un Eldorado. Les noirs y ont le droit de vote, mariage et ont leurs pays qui leur ont été légalement attribués et se développent.



En moins de cinq ans, la population afro-américaine de Chicago double puis triple, passant de 100 000 à 400 000. Les propriétaires immobiliers ont créé un véritable ghetto, le "Black Belt". Il y a eu beaucoup de maisons appartenant par les blancs vendues par une éventuelle dépréciation, les ont divisés en logements plus petits et y ont appliqué des loyers élevés. C'est la "ghettoisation".

Les nouveaux arrivants qui ne disposent pas encore de revenus se regroupent dans des taudis construits à la hâte. Néanmoins une vie sociale et culturelle émerge.



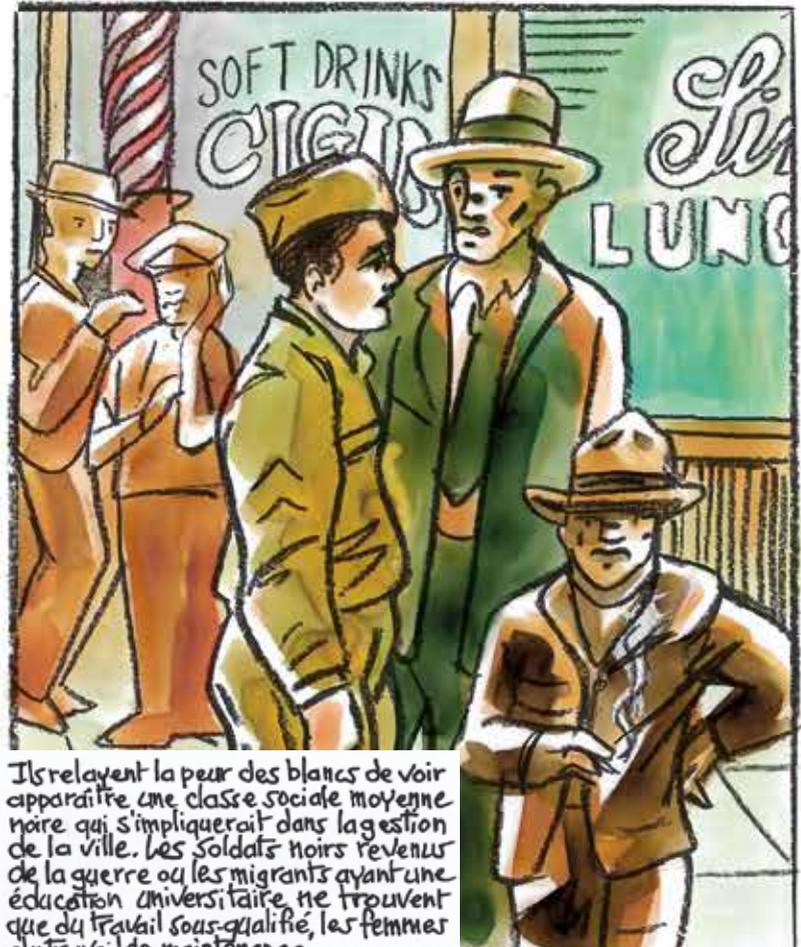
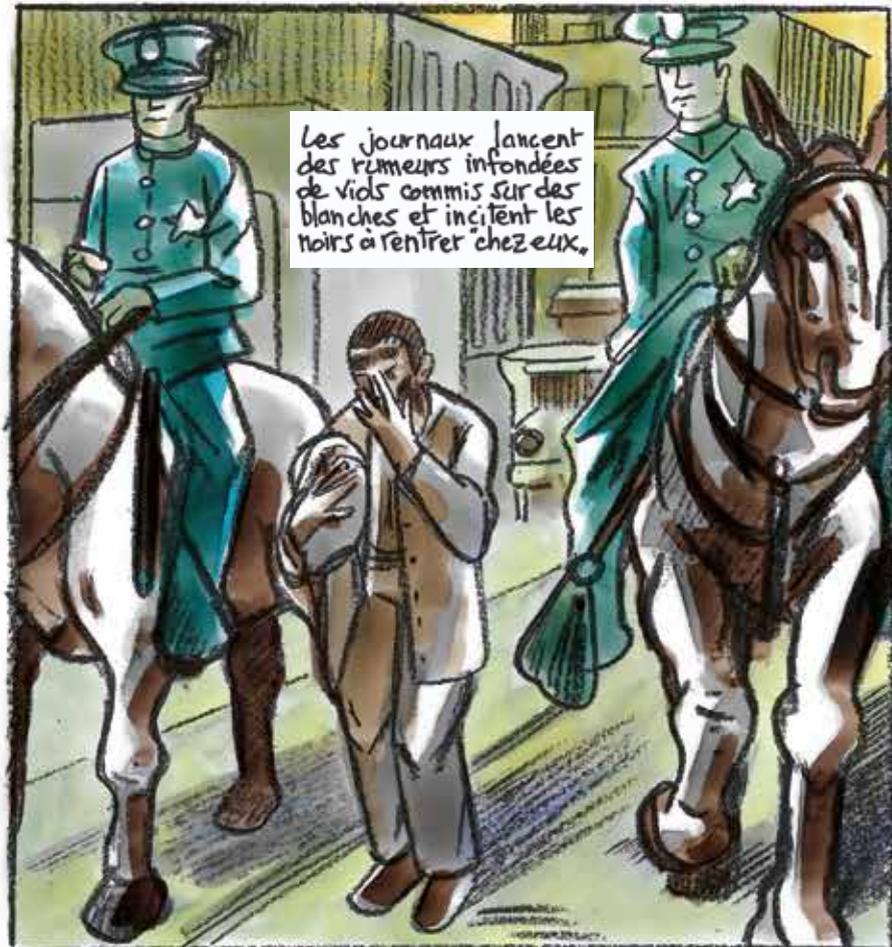
Par contre, des gangs organisés à travers des clubs sportifs et contrôlés par les Irlandais, sèment la terreur dans ces quartiers. Ils sillonnent les rues en voiture, attrapent des habitants isolés et les tabassent; des bombes incendiaires sont jetées sous les porches des maisons...

La nuit suivant la mort de Williams, les Irlandais Américains quittent leur quartier de Bridgeport et commencent à attaquer les zones noires voisines. La bataille va faire rage pendant une semaine.



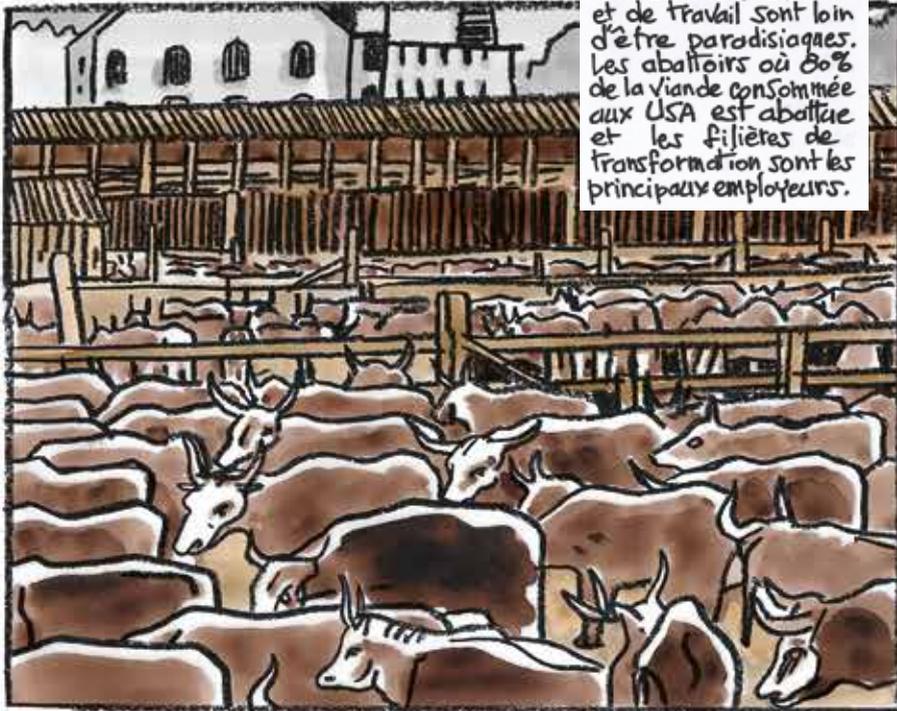
À l'entrée des quartiers noirs, la population, bien décidée à ne pas se laisser faire, dresse des barricades pour se protéger mais restaurants, maisons et boutiques sont quand même pillées.

Les journaux lancent des rumeurs infondées de viols commis sur des noirs et incitent les blancs à rentrer chez eux.



Ils relayent la peur des blancs de voir apparaître une classe sociale moyenne noire qui s'impliquerait dans la gestion de la ville. Les soldats noirs revenant de la guerre ou les migrants ayant une éducation universitaire ne trouvent que du travail sous-qualifié, les femmes de travail de maintenance.

Ainsi, malgré un chômage inexistant et une croissance continue, les conditions de vie et de travail sont loin d'être paradisiaques. Les abattoirs où 80% de la viande consommée aux USA est abattue et les filières de transformation sont les principaux employeurs.



C'est à leur sortie qu'une foale de blancs s'en prend aux travailleurs noirs, attaque les tramways, en sort les passagers et lynche le conducteur noir. Profitant de la confusion et de la passivité de la police, les gang "sportifs" entrent dans une gare et tabassent les usagers noirs qui attendent le train. La police n'interviendra pas.



Le maire corrompu de Chicago, William Hale Thompson, dit "Big Bill" perd le contrôle de la ville et finit par appeler la Garde nationale pour ramener l'ordre : 6000 soldats stationnent autour du Black-Belt pour empêcher toute nouvelle attaque.



Au soir du 30 juillet, la plupart des violences prennent fin. On compte 537 blessés, 38 morts - 23 noirs, 15 blancs et des centaines d'arrestations principalement parmi les noirs. Un millier d'habitations détruites qui laissent une population noire à la rue.



Les émeutes de Chicago s'inscrivent dans ce que l'on appellera plus tard, le "Red Summer", l'été sanglant. Après la première guerre mondiale, de nombreuses attaques de suprématisme blancs envers la population noire ont lieu, on compte des centaines de morts dans une trentaine de villes.

La ségrégation et la condition noire à la sortie de la guerre de sécession perdurent : exclusion économique, confinement spatial, étouffement des aspirations sociales et pauvreté ordinaire.



Ces émeutes ont été un facteur majeur dans le durcissement de la ségrégation raciale à Chicago, notamment à travers des outils juridiques utilisés pour empêcher les Afro-Américains de posséder ou de louer certaines propriétés. La ségrégation n'a rien de naturel ni d'inévitable : elle a été inventée et maintenue par un puissant mélange de violence, d'intimidation et de droit.

LE COLLECTIF LA SANTÉ EN LUTTE REGROUPE DES INFIRMIÈR·E·S, SAGES-FEMMES, BRANCARDIÈR·E·S,
AIDES SOIGNANT·E·S, MÉDECINS, DU PERSONNEL DE LA RESTAURATION, DE L'ENTRETIEN MÉNAGER,
LES TECHNICIEN·NE·S, SECRÉTAIRES, LABORANTIN·E·S, AMBULANCIÈR·E·S ET PATIENT·E·S
QUI LUTTENT POUR UN SYSTÈME DE SANTÉ BASÉ SUR L'HUMAIN
PLUTÔT QUE LA RENTABILITÉ FINANCIÈRE.
SOUTENONS LA SANTÉ EN LUTTE
VIA UN DON SUR LEUR COMPTE : BE91 1431 1321 5976

BYEBYE
COMMISSAIRE



RETROUVE-NOUS SUR

WWW.JOC.BE

FACEBOOK / INSTA :

JEUNES ORGANISÉS ET COMBATIFS

Une publication de l'asbl JOC-JOCF
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

BRUXELLES

19, Rue Pléтинckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
charleroi@joc.be joccharleroi@joc.be
Fb: Joc Charleroi

LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
lalouviere@joc.be
Fb: Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
liege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons Borinage

NAMUR

17, Place l'illon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

TOURNAI

10/8, Avenue des Etats Unis 10 7500 TOURNAI
tournai@joc.be
Fb: Joc Wapi Tournai

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers